

L'affaire fait grand bruit depuis le début de cette année dans toute la province du Bas-Congo. Depuis des mois, des policiers congolais enlèvent des jeunes filles qu'ils vendent aux militaires angolais, à la frontière de Kikungu Mbemba dans le territoire de Tshela, à 255 km du chef-lieu de la province (Matadi).

Selon le service de l'état-civil de Tshela, 32 filles de 12 à 16 ans ont ainsi été enlevées de janvier et la mi-mars 2009. "Les policiers perçoivent une dot des militaires qui opèrent dans la zone rouge (territoire angolais bordant la Rd Congo jadis occupé par les ex-rebelles de Flec – Forces de libération de l'enclave de Cabinda - et placé sous haute surveillance, Ndlr), capturent ensuite les filles qu'ils donnent en mariage aux Angolais, à l'insu de leurs parents et sans leur consentement", explique Jonas Tshundu Tshundu, président de l'Ambassade chrétienne pour la paix au Congo, une ONG de défense des droits de l'homme basée à Boma.

Cette ONG a mené en janvier une enquête sur le terrain, avant de confirmer et de dénoncer publiquement les faits. Elle a notamment recueilli les témoignages de deux filles qui ont pu s'échapper des mains de militaires angolais. "Je me rendais aux champs quand j'ai été prise de force début janvier, raconte l'une d'elles, Fanny Nlandu Teko, à peine 16 ans, qui accuse le chef du Bureau 2 de la police à Kikungu-Mbemba. Il m'a livré à la merci des combattants angolais qui m'ont soumis à des atrocités sexuelles moyennant 100 \$..." Se couvrant le visage, Alphonsine Umba Makaya se refuse, elle, de donner les détails sur les sévices qu'elle a subis. "Les deux filles ont déposé chacune une plainte à l'auditorat militaire de Tshela", explique Jonas.

Des policiers aux arrêts

Les autorités de la police du district du Bas-fleuve, dont dépend le territoire de Tshela, confirment ces faits. "J'ai moi-même sauvé de justesse une fille de 13 ans que quelques policiers tentaient de marier de force au poste frontalier de Mayili", déclare un officier sous couvert de l'anonymat. Depuis février, huit policiers et deux chefs de villages accusés de se livrer à ce trafic ont été arrêtés. L'un des policiers sous les verrous a tenté de se justifier : "Si nous faisons cela, c'est pour compléter notre maigre solde...", a-t-il déclaré avant la tenue de leur procès. L'affaire est encore au niveau de l'instruction...

Depuis 2008, des avis de recherche sur la disparition des filles mineures étaient régulièrement

diffusés sur les ondes des radios communautaires locales, sans que cela n'interpelle les autorités. "J'ai dénoncé cette pratique déjà l'année dernière mais personne n'y avait prêté attention", regrette Valentin Vangi de la Société civile du Bas-Congo. L'affaire fait aujourd'hui fait bondir l'Inspecteur provincial de la police, Raus Chalwe, qui exige plus de discipline et de vigilance de ses hommes. "Désormais toute personne qui traverse la frontière avec une fille doit être interpellé et prouver au préalable sa paternité avec elle", tempête-t-il.

De nombreuses familles victimes de ces rapt sont dans le désarroi. Certains parents vivent dans la peur de subir des représailles, depuis qu'ils ont eu le courage de dénoncer la disparition de leurs filles au bureau de l'état-civil et que des policiers ont été arrêtés. "Je reçois des SMS des inconnus qui me promettent la mort...", raconte un père de famille qui a perdu les traces de sa fille de 14 ans. D'autres organisent carrément un deuil au bout d'un temps de recherches infructueuses...

"Mariées...sans défense"

Rentré récemment d'Angola, un jeune congolais rapporte des témoignages sur quelques filles enlevées qu'il a rencontrées là-bas. Notamment Euphrasie Tsumbu (16 ans), disparue en décembre 2008. "J'ai bavardé avec elle au mois de mars. Pâle, amaigrie, elle cuisinait sous l'oeil vigilant d'un soldat qu'elle m'a discrètement présenté comme étant son mari", affirme-t-il. "Certaines de nos amies sont restées dans ces mariages forcés sans moyen de défense", ajoute Alphonsine Umba, l'une de rares filles rescapées de ce trafic. Elle souhaite qu'une enquête mixte soit vite menée entre la Rd Congo et l'Angola pour, dit-elle, "établir les responsabilités des auteurs de ces actes ignobles."

(Sources originales: Syfia/InfoSud)

28 avril 2009